



Améliorer l'Accès à des Aliments de Complément Nutritifs et Sûrs Produits Localement en Afrique

Rapport de Réunion

Dialogue Régional | 2 et 3 décembre 2024

Remerciements

L'organisation de cette réunion a été financée par l'Union Européenne et généreusement soutenue par Expertise France dans le cadre du projet EU4SUN. Nous tenons à remercier nos co-hôtes, co-organisateurs, intervenants, panélistes et participants pour leur participation active aux discussions et leur engagement à promouvoir l'accès à des aliments de complément nutritifs et sûrs. Nous tenons à remercier tout particulièrement les personnes suivantes pour leur contribution (par ordre alphabétique) : Ahmadou Diallo (PAM), Clémence Boulle-Martinaud (GRET), Clémence Maurin (PAM), Efi Chatzinikolaou (ATNi), Eve Gossiaux (SUN), Fadoi Chaouki (EU-INTPA), Greg Garrett (ATNi), Helena Guarin (EU-INTPA), Mahamadou Tanimoune (PAM), Miriam Shindler (GAIN), Saskia de Pee (PAM), Stacy Katua (GAIN), Tom van Mourik (HKI), Valérie Gréfeuille (EF).

Ce rapport a été préparé par Panam Parikh (consultant), Marti van Liere et Saskia Osendarp (Micronutrient Forum). La traduction française a été corrigée par Elisabeth Mukendi (Micronutrient Forum). Toutes les photographies incluses dans ce rapport ont été prises avec consentement pour utilisation dans des publications.

Clause de non-responsabilité : La mention de sociétés spécifiques ou de produits de certains fabricants n'implique pas une approbation ou une recommandation de la part du Micronutrient Forum, des autres co-hôtes et co-organisateurs, ou des experts participants, par rapport à d'autres produits de nature similaire qui ne sont pas mentionnés. Les noms des produits brevetés sont distingués par des lettres majuscules initiales.

Citation Recommandée : Micronutrient Forum. *Dialogue Régional sur l'Amélioration de l'Accès à des Aliments de Complément Nutritifs et Sûrs Produits Localement dans les Pays à Revenu Faible et Intermédiaire : Rapport de Réunion.* Washington, D.C. : Micronutrient Forum; 2025.

© Micronutrient Forum, 2025.

Contents

Abbreviations	3
Résumé exécutif	4
Cinq domaines prioritaires	4
Introduction	5
Le renforcement de l'écosystème des aliments de complément est essentiel	5
La voie à suivre	7
1. Renforcer les connaissances et l'innovation dans le domaine des aliments de complément	7
2. Renforcer les cadres politiques et réglementaires	8
3. Mobiliser des ressources financières et des infrastructures pour une croissance durable	10
4. Renforcer les capacités des producteurs locaux	11
5. Créer de la demande et étendre les marchés	12
Une action collective et coordonnée pour un écosystème d'aliments de complément plus fort	14
Annexe A : Ressources	16
Annexe B : Écosystème d'aliments de complément	17
Annexe C : Études de cas	18
1. Le système de licence progressif du Ghana	18
2. Le soutien financier de Proparco à Nutri K au Nigeria	18
3. Nutri'zaza : Investir dans les producteurs locaux à Madagascar	19
4. Élargir l'accès au marché au Kenya : l'alliance PFS-TechnoServe	20
5. Les partenariats permettent d'appliquer à grande échelle des solutions locales au Rwanda et au Ghana	20

Abbreviations

AC	Aliment(s) de complément
AGRA	Alliance pour une Révolution Verte en Afrique
AgriFI	Initiative de Financement de l'Agriculture
ATNi	Initiative pour l'Accès à la Nutrition
ATPE	Aliments Thérapeutiques Prêts à l'Emploi
BAIIA	Bénéfice Avant Intérêts, Impôts et Amortissement
CEDEAO	Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest
EC-INTPA	Commission Européenne Direction Générale des Partenariats Internationaux
EF	Expertise France
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FDA	Autorité des Aliments et des Médicaments
GAIN	L'Alliance Mondiale pour l'Amélioration de la Nutrition
GRET	Groupe de Recherches et d'Échanges Technologiques
HKI	Helen Keller International
MPME	Micro, Petites et Moyennes Entreprises
N4G	Nutrition pour la Croissance
NAFDAC	Agence nationale de contrôle et d'administration des aliments et des médicaments, Nigeria
ONG	Organisation Non-Gouvernementale
PLS	Système de Licence Progressive
PRFI	Pays à Revenu Faible et Intermédiaire
PSF	Partenaires en Solutions Alimentaires
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PME	Petites et Moyennes Entreprises
SBN	Réseau d'Entreprises pour le Renforcement de la Nutrition
SON	L' Organization des Standards en Nigeria
SUN	Mouvement pour le Renforcement de la Nutrition
UE	Union Européenne
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Résumé exécutif

Le Dialogue Régional sur le thème « **Améliorer l'Accès à des Aliments de Complément Nutritifs et Sûrs Produits Localement en Afrique** », qui s'est tenu à Dakar, au Sénégal, les 2 et 3 décembre 2024, a marqué une étape décisive dans la lutte contre les obstacles systémiques aux aliments de complément (AC) en Afrique subsaharienne. Cette réunion a été organisée conjointement par la Commission Européenne, le Micronutrient Forum, le Programme Alimentaire Mondial, en étroite collaboration avec ses partenaires. Ce Dialogue Régional a réuni plus de 100 parties prenantes des gouvernements, du secteur privé, des agences techniques et des institutions financières – provenant de 16 pays africains – afin de définir des actions prioritaires et concrètes et des opportunités d'investissement visant à améliorer l'accès à des aliments de complément produits localement, nutritifs et sûrs dans toute la région.

Le dialogue régional a souligné l'importance d'adopter un cadre systémique global pour aborder ces priorités de manière holistique. Cette approche va au-delà des solutions isolées pour s'attaquer à l'ensemble de l'écosystème de manière holistique, en reconnaissant que les efforts fragmentés échouent souvent à traiter les causes profondes. Ce cadre reconnaît l'interdépendance des politiques, du financement, du renforcement des capacités, de la création de la demande et de la collaboration, garantissant que les progrès dans un domaine renforcent les avancées dans les autres. En adoptant une approche systémique, les parties prenantes peuvent identifier des synergies, tirer parti des ressources partagées et assurer la durabilité des solutions. Les actions prioritaires recommandées dans cinq domaines servent de feuille de route pour l'action, alignant les efforts régionaux sur les engagements mondiaux visant à assurer un avenir plus sain et plus équitable pour tous.

Cinq domaines prioritaires

- 1. Renforcer les connaissances et l'innovation dans le domaine des aliments de complément :** Améliorer les plateformes de collaboration existantes (ou en créer établir de nouvelles) pour documenter, diffuser et garantir l'accès aux meilleures pratiques, aux études de cas et à d'autres ressources techniques. Un centre de connaissances, virtuel et centralisé, renforcera le partage des connaissances, accélérera l'innovation et harmonisera les stratégies entre les parties prenantes. Le suivi des progrès en intégrant un cadre de responsabilisation solide dans le centre de connaissances permet de stimuler l'action et les investissements, et de garantir la transparence.
- 2. Renforcer les cadres politiques et réglementaires :** Aligner les normes nationales sur les références mondiales telles que le Codex Alimentarius et les directives de l'OMS. Accélérer l'initiative de la CEDEAO visant à harmoniser les normes des aliments de complément dans la région et à mettre en place des mécanismes de contrôle, y compris des protocoles et des pratiques standardisés et des laboratoires régionaux.
- 3. Mobiliser des ressources financières et des infrastructures pour une croissance durable :** Explorer et développer des modèles de financement mixte, des lignes de crédit sur mesure et introduire des options de cofinancement pour le développement des infrastructures afin de réduire les risques et de permettre aux petites et moyennes entreprises (PME) de se développer de manière durable. La formation des investisseurs et des institutions financières aux spécificités du secteur des AC et la combinaison des investissements et du soutien technique amélioreront la collaboration entre les producteurs et les investisseurs.
- 4. Renforcer les capacités des producteurs locaux :** Comblent les lacunes en matière de compétences et d'infrastructures grâce à des programmes de formation (professionnelle) spécifiques au secteur et doter les laboratoires d'hygiène alimentaire de capacités d'analyse et de certification en temps réel. Mettre en place un répertoire technique régional pour faciliter l'accès à l'information sur les initiatives existantes de renforcement des capacités et mettre en relation les producteurs ayant des besoins techniques spécifiques avec les organisations qui offrent une expertise technique.
- 5. Créer la demande et étendre les marchés :** Élaborer et mettre en œuvre des campagnes de marketing centrées sur le consommateur et des mesures de renforcement de la confiance, telles que des systèmes de certification, pour renforcer la confiance des consommateurs. Élargir les réseaux de distribution équitables et intégrer les AC dans les programmes de protection sociale afin d'améliorer l'accessibilité pour les populations mal desservies.

Introduction

Les 2 et 3 décembre 2024, le Dialogue Régional sur le thème « **Améliorer l'Accès à des Aliments de Complément Nutritifs et Sûrs Produits Localement en Afrique** », a réuni plus de 100 parties prenantes issues d'autorités réglementaires, d'entreprises locales, d'agences techniques et d'institutions financières – avec des représentants de 16 pays africains¹ – pour aborder les obstacles systémiques à la production locale d'aliments de complément (AC)² nutritifs et sûrs. Cette réunion a été organisée conjointement par la Commission Européenne, le Micronutrient Forum et le Programme Alimentaire Mondial (PAM), en étroite collaboration avec l'Initiative pour l'Accès à la Nutrition (ATNi), Expertise France, Helen Keller International (HKI), l'Alliance Mondiale pour l'Amélioration de la Nutrition (GAIN), l'ONG française GRET et le Mouvement pour le Renforcement de la Nutrition (SUN). Le Dialogue Régional a permis d'identifier des opportunités et des stratégies concrètes pour surmonter les défis et les obstacles existants à l'accès à des AC produits localement, nutritifs et sûrs, dans toute l'Afrique et a souligné l'importance d'une approche systémique pour catalyser un changement durable.

Près de 64 millions d'enfants âgés de 6 à 23 mois en Afrique vivent dans une [pauvreté alimentaire extrême](#).³ Cette privation compromet non seulement la survie, mais aussi la croissance, le développement cognitif et le potentiel économique à long terme. Les AC produits localement sont prometteurs, mais font face à [des obstacles importants](#),⁴ notamment l'obtention de matières premières de qualité, l'accès à un financement et à une assistance technique sur mesure, et l'élaboration de stratégies de marketing et de distribution efficaces, qui nuisent à leur compétitivité, à leur pénétration sur marché et à leur croissance soutenue.

Le Dialogue Régional a permis d'identifier des opportunités et des stratégies concrètes pour relever ces obstacles et améliorer l'accès aux AC pour les enfants âgés de 6 à 23 mois. La réunion a souligné la nécessité d'adopter des approches collaboratives et multipartites qui renforcent l'écosystème dans lequel les producteurs opèrent et tirent parti des mécanismes existants tout en comblant les lacunes critiques. Ce document consolide les idées et les recommandations issues du Dialogue Régional, offrant une feuille de route complète pour surmonter les défis systémiques. En se concentrant sur des solutions innovantes, des partenariats stratégiques et des efforts de création de demande adaptés à la culture, ces priorités visent à transformer l'écosystème des AC, à améliorer les résultats nutritionnels et à donner aux communautés les moyens de construire un avenir plus résilient et équitable.

Le renforcement de l'écosystème des aliments de complément est essentiel

L'amélioration de l'accès à des AC produits localement, nutritifs et sûrs en Afrique subsaharienne nécessite une approche transformatrice qui aborde les défis interconnectés de l'écosystème des AC de manière holistique. L'écosystème des AC est une structure complexe et dynamique de parties prenantes, de processus et de ressources qui influencent collectivement la production, la distribution, l'accessibilité et la demande d'AC sûrs et nutritifs. Cela comprend :

- **Les parties prenantes** : Gouvernements, agences techniques, institutions financières, producteurs, distributeurs, détaillants et consommateurs
- **Les processus** : Politiques et réglementations, production, marketing, distribution, création de la demande et sensibilisation des consommateurs
- **Les ressources** : Investissements financiers, infrastructures, efforts de renforcement des capacités et assistance technique.

1 Parties prenantes représentant 16 pays africains (par ordre alphabétique) : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Ghana, Kenya, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, Nigeria, Rwanda, Sénégal, Togo.

2 Désigne les aliments de complément disponibles dans le commerce, spécialement conçus, distribués et promus pour les enfants de 6 à 23 mois par des entreprises alimentaires locales ou régionales (à base de lipides et/ou de céréales) qui peuvent être enrichis de micronutriments supplémentaires pour améliorer leur qualité nutritionnelle.

3 Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). Pauvreté alimentaire chez les enfants : privation nutritionnelle dans la petite enfance. UNICEF; 2024.

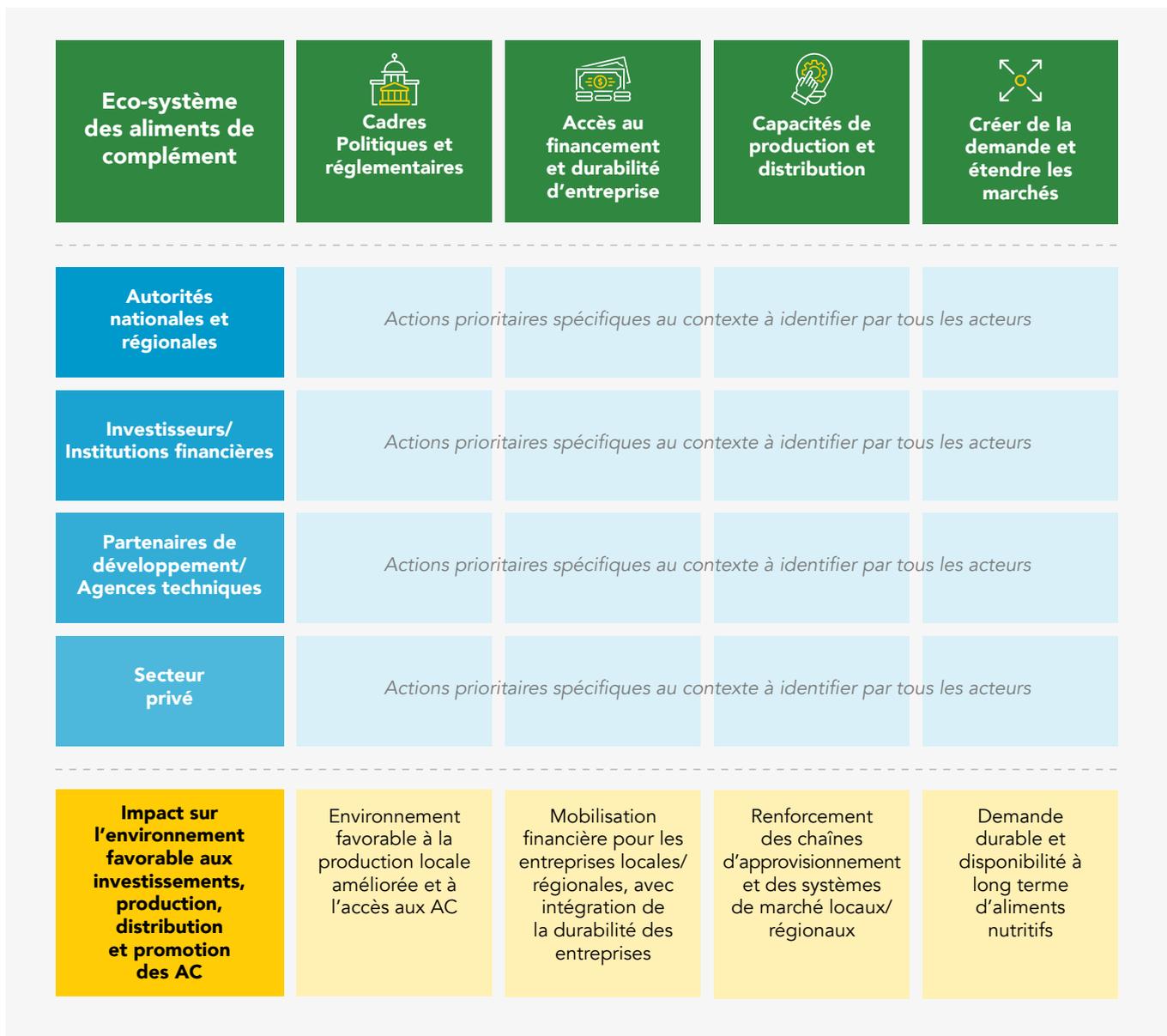
4 Micronutrient Forum. Obstacles à l'amélioration de l'accès à des aliments de complément nutritifs et sûrs produits localement dans les pays à revenu faible et intermédiaire. Micronutrient Forum ; 2024.

Un aperçu des divers acteurs de l'écosystème des AC a été préparé avant le Dialogue Régional (voir l'annexe A pour ce document et d'autres ressources).

Le Dialogue Régional a souligné que des efforts isolés dans l'une ou l'autre des composantes – qu'il s'agisse de politique, de financement, de la production ou de la création de la demande – sont insuffisants pour atteindre l'échelle et la durabilité requises pour répondre aux besoins nutritionnels de millions d'enfants. Une approche systémique qui reconnaît l'interdépendance des diverses composantes de l'écosystème des AC et la nécessité de les aligner fournit un cadre complet pour obtenir un impact durable et évolutif.

Le cadre (Figure 1, Annexe B) repose sur le principe selon lequel des efforts coordonnés et multipartites sont nécessaires pour aligner les ressources, l'expertise et les incitatifs dans l'ensemble de l'écosystème des AC. Il reconnaît que les progrès dans un domaine renforcent d'autres, créant ainsi un environnement résilient et favorable aux AC où les politiques favorisent la production et l'investissement locaux, le financement alimente l'efficacité opérationnelle et l'échelle, le renforcement des capacités équipe les producteurs, la création de la demande stimule les marchés et les chaînes d'approvisionnement garantissent l'accès. En mettant l'accent sur la collaboration entre les gouvernements, les partenaires de développement, les agences techniques, les institutions financières et les acteurs du secteur privé, l'approche systémique s'attaque aux obstacles systémiques de manière globale, garantissant des solutions durables, évolutives et inclusives pour améliorer l'accès aux AC produits localement, et renforcer les économies locales.

Figure 1: Cadre de l'écosystème alimentaire complémentaire



Les mécanismes de responsabilisation font partie intégrante de ce cadre coordonné et multipartite, car ils fournissent les outils nécessaires pour mesurer les progrès, garantir la transparence et affiner les stratégies afin de maximiser l'impact. Un cadre efficace intègre diverses mesures pour aborder la qualité et la sécurité des produits, l'abordabilité et l'accessibilité, les indicateurs commerciaux et systémiques, et l'alignement des politiques (**Encadré 1**). En s'appuyant sur des données quantitatives et qualitatives, les parties prenantes peuvent suivre les progrès accomplis des actions prioritaires individuelles tout en surveillant la transformation systémique plus large.

Encadré 1 : Indicateurs suggérés pour le suivi des progrès

- **Qualité et sécurité des produits** : pourcentage de produits conformes aux modèles de profilage nutritionnel du Codex Alimentarius et de l'OMS, respect des exigences en matière d'étiquetage, nombre de laboratoires d'analyse des aliments accrédités dans la région.
- **Abordabilité et accessibilité** : prix des AC par rapport au revenu du ménage ; rapport coût-efficacité des produits (prix par portion par rapport aux avantages nutritionnels) ; pourcentage de ménages qui peuvent accéder à ces aliments et se les permettre.
- **Indicateurs systémiques et commerciaux** : marges bénéficiaires brutes, bénéfices d'exploitation ; retour sur investissement ; taux d'acquisition et de fidélisation de la clientèle ; pourcentage de la gamme de produits répondant aux normes.
- **Alignement des politiques et des réglementations** : nombre de pays alignant les réglementations nationales sur les normes régionales ; pourcentage de produits certifiés sur les marchés régionaux ; nombre de laboratoires accrédités, d'organismes de certification accrédités.

Des plateformes telles que le Global Complementary Feeding Collective,⁵ le Food Systems Dashboard⁶ et le Nutrition Accountability Framework⁷ peuvent jouer un rôle dans la consolidation de ces indicateurs, facilitant ainsi la transparence, la coordination et la prise de décision fondée sur les données

La voie à suivre

Les sections suivantes du présent rapport approfondissent chaque domaine central, en fournissant des informations détaillées et en identifiant les actions prioritaires recommandées qui s'appuient sur les discussions du Dialogue Régional. Les recommandations sont ancrées dans une approche systémique globale et multipartite, en tirant parti des mécanismes existants (le cas échéant) et en introduisant des approches novatrices pour améliorer l'accès aux solutions locales. Une analyse approfondie des solutions existantes, y compris leur portée, leurs forces et leurs limites, est une première étape essentielle pour renforcer les bases des **actions prioritaires dans cinq domaines principaux** détaillés ci-dessous. Ensemble, ces efforts visent à créer un écosystème résilient qui autonomise les producteurs locaux, améliore l'accès à des aliments nutritifs et améliore le bien-être économique et social en Afrique subsaharienne.



Renforcer les connaissances et l'innovation dans le domaine des aliments de complément

Le Dialogue Régional a mis en évidence la richesse de connaissances et de bonnes pratiques, à travers l'Afrique, qui présentent des solutions innovantes aux obstacles systémiques dans l'écosystème des AC. Ces connaissances mettent en évidence le potentiel transformateur des approches locales. Cependant, une grande partie de ces informations précieuses reste non-documentée et inaccessible, ou cloisonnée, ce qui limite sa capacité à inspirer la réplique et à étendre son impact. Bien que les plateformes actuelles, telles que le Réseau du secteur privé SUN, fournissent des ressources techniques et des réseaux de parties prenantes, il est essentiel de disposer d'une documentation et d'une communication plus solides, d'un accès centralisé aux ressources de connaissances et d'un partage systématique des idées et des enseignements tirés.

5 <https://www.complementaryfeedingcollective.org>

6 <https://www.foodsystemsdashboard.org>

7 <https://globalnutritionreport.org/resources/naf>

Que faut-il faire?

Pour exploiter pleinement la richesse des connaissances et le potentiel d'innovation de la région, les efforts doivent se concentrer sur l'amélioration de l'accès aux ressources disponibles et de la communication autour de celles-ci, ainsi que sur la consolidation, la documentation et la diffusion systématiques des leçons apprises. Des occasions régulières de partage d'expériences permettront aux parties prenantes d'adopter efficacement des pratiques éprouvées, de s'attaquer collectivement aux obstacles systémiques et d'accélérer les innovations à grande échelle. De plus, des cadres de responsabilisation solides doivent être intégrés à ces efforts. Les mesures opérationnelles et systémiques propres aux AC produits localement permettront aux parties prenantes de suivre les progrès réalisés, d'encourager la responsabilisation et de veiller à ce que les solutions soient impactantes et durables.

Actions prioritaires

- a. Renforcer la base de données probantes et d'expériences en documentant systématiquement les leçons apprises et les études de cas sur les approches efficaces en matière de production, de distribution, de promotion et de modèles d'entreprises des AC.
- b. Mettre en place un centre de connaissances régional complet dans le cadre d'une plateforme existante pour fournir un accès à des orientations normatives, des informations réglementaires et financières, des notes d'information techniques et des études de cas d'entreprises.
- c. Amplifier la diffusion des connaissances en soutenant des réseaux tels que la Coalition des Producteurs Africains d'Aliments de Complément, et en organisant régulièrement des réunions en ligne et en personne pour partager et apprendre.
- d. Élaborer et mettre en œuvre un cadre de responsabilisation intégrant les mesures commerciales et systémiques des AC dans un seul tableau de bord afin de favoriser la responsabilisation et la transparence et de suivre les progrès réalisés dans l'amélioration de l'accès aux AC (voir **l'encadré 1** pour les mesures suggérées). Associés au tableau de bord du Collectif Mondial pour l'Alimentation Complémentaire (en cours d'élaboration), qui surveillera les indicateurs, les politiques et les programmes d'alimentation de complément, ces cadres favoriseront la responsabilisation, garantiront la transparence et suivront les progrès en matière d'accès et de consommation d'AC sûrs et nutritifs.



Renforcer les cadres politiques et réglementaires

Des politiques fragmentées, des normes incohérentes et une application réglementaire insuffisante demeurent des obstacles importants à la production, à la distribution, à la compétitivité et au commerce transfrontalier des AC produits localement.³ L'absence de laboratoires centralisés d'hygiène alimentaire en Afrique de l'Ouest a été identifiée comme un obstacle important à l'obtention d'une assurance qualité cohérente et fiable pour les AC. Les parties prenantes ont noté que le manque d'analyses accessibles en temps réel et d'une infrastructure de certification harmonisée a non seulement entravé la capacité des producteurs à respecter les normes de sécurité et de nutrition, mais a également retardé les approbations réglementaires et sapé la confiance des consommateurs dans les produits fabriqués localement. Des cadres réglementaires efficaces doivent soutenir les priorités de santé publique et promouvoir l'inclusivité et l'équité dans l'ensemble du système alimentaire national et régional, tout en tenant compte des réalités opérationnelles des petites et moyennes entreprises (PME).



© Nutrizaza

Que faut-il faire?

La définition de politiques solides, de directives d'alimentation de complément, de normes et d'orientations d'AC en matière de qualité et de sécurité des aliments a été identifiée comme essentielle pour préserver la sécurité, la qualité et l'accessibilité des aliments. L'application de ces normes est essentielle pour garantir la transparence de la composition nutritionnelle et la conformité aux exigences en matière de qualité nutritionnelle et d'hygiène alimentaire, ainsi que pour prévenir l'afflux de produits non conformes qui nuisent à la compétitivité sur le marché des AC nutritifs et sûrs produits localement. Parallèlement, les gouvernements doivent encourager les PME, par exemple en introduisant des mesures fiscales ciblées telles que des exonérations fiscales et des subventions, afin de réduire les coûts d'exploitation et de rendre les AC plus abordables. Par exemple, le Rwanda offre l'importation en franchise de droits sur tous les intrants et des exonérations fiscales pour les équipements agricoles.⁸ Le système de licence progressif du Ghana⁹ (PLS), offre un autre exemple d'approche réglementaire innovante qui allège le fardeau de la conformité pour les PME tout en maintenant des normes élevées de sécurité et de qualité (**Encadré 2**). L'application de ces stratégies à l'échelle régionale pourrait grandement améliorer la résilience et la compétitivité des producteurs locaux d'AC.

Encadré 2 : Le système de licence progressif du Ghana

L'Autorité ghanéenne des aliments et des médicaments (FDA) a mis en place un système de licence progressive⁹ (PLS) pour soutenir la croissance des producteurs locaux de denrées alimentaires, y compris les fabricants d'AC. Cette approche innovante permet aux entreprises de se conformer progressivement aux normes réglementaires par le biais d'un processus par étapes, en leur fournissant le soutien et les conseils nécessaires à leur réussite. En favorisant une relation de collaboration avec les producteurs et en alignant le PLS sur les objectifs nationaux visant à stimuler la production locale et à réduire la dépendance aux importations, le programme crée un environnement favorable pour les PME. Le modèle du Ghana démontre comment des politiques inclusives peuvent favoriser la sécurité et la qualité des aliments, renforcer les industries locales et construire des systèmes alimentaires résilients. (Voir **l'annexe C** pour plus de détails)

! Actions prioritaires

- a. Mettre à jour et adopter des normes harmonisées pour les AC par l'intermédiaire de la CEDEAO et d'autres autorités régionales, telles que l'ECSA-HC et la SADC,¹⁰ afin de faciliter le commerce transfrontalier et la responsabilité partagée, tout en alignant les réglementations sur les cadres internationaux tels que le Codex Alimentarius et les lignes directrices de l'OMS, afin de garantir la qualité et la conformité à la réglementation.
- b. Renforcer et simplifier les processus nationaux de certification, d'approbation et de mise en œuvre de la loi dans les services gouvernementaux concernés, en créant un cadre réglementaire unifié et convivial pour les AC nutritifs et sûrs qui favorise la conformité aux normes de produits, l'étiquetage précis et le marketing responsable.
- c. Renforcer les systèmes d'hygiène alimentaire, d'assurance qualité et d'application en créant des laboratoires accrédités capables d'effectuer des analyses complètes conformément aux normes nationales et internationales en matière de sécurité et de qualité des aliments, en créant des plateformes de suivi et de notification et en renforçant les compétences des inspecteurs.
- d. Fournir des incitations financières aux producteurs d'AC certifiés par le biais d'exonérations fiscales nationales (par exemple, de prémélanges), de subventions et d'achats d'AC certifiés produits localement dans le cadre de programmes de protection sociale.
- e. Revue d'experts du manuel de mise en œuvre de l'OMS [Directives sur la fin de la promotion inappropriée des aliments pour nourrissons et jeunes enfants](#)¹¹ assurant une promotion appropriée des AC produits localement, nutritifs et sûrs est conforme aux directives mondiales sur la commercialisation des substituts du lait maternel.

8 Ministère de l'Agriculture, de la Nature et de la Qualité des aliments des Pays-Bas. Perspectives agro-économiques du Rwanda. 2024. Consulté le 22 janvier 2025. <https://www.agroberichtenbuitenland.nl/documenten/publicaties/2024/04/30/rwanda-agri-economic-outlook>

9 <https://fdaghana.gov.gh/programmes/progressive-licensing-scheme-2>

10 CEDEAO : Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest ; ECSA-HC : Communauté de santé d'Afrique de l'Est, centrale et australe ; SADC : Communauté de développement de l'Afrique australe.

11 Directives sur la fin de la promotion inappropriée des aliments pour nourrissons et jeunes enfants: manuel de mise en œuvre. Genève : Organisation mondiale de la santé ; 2017. Licence : CC BY-NC-SA 3.0 IGO.



Mobiliser des ressources financières et des infrastructures pour une croissance durable

Les obstacles financiers sont parmi les défis les plus importants à l'expansion de la production, de la distribution et de l'adoption des AC produits localement. Les coûts élevés de mise en conformité, l'accès limité à des produits financiers adaptés et l'infrastructure inadéquate font en sorte qu'il est difficile pour les producteurs locaux de se développer de manière durable tout en respectant les normes de sécurité et de qualité³. La déconnexion entre les investisseurs et les producteurs ne fait qu'aggraver ce problème. Les parties prenantes ont indiqué que de nombreuses institutions financières n'étaient pas familiarisées avec la dynamique unique du secteur des AC, tandis que les producteurs locaux avaient souvent du mal à démontrer qu'ils étaient prêts à investir en raison de lacunes en matière de planification d'entreprise et d'expertise financière.

Que faut-il faire ?

La transformation du paysage financier du secteur des AC nécessite une double approche : s'assurer que les outils financiers sont adaptés aux besoins spécifiques du secteur et mettre en place des programmes de renforcement des capacités pour préparer les producteurs locaux et les institutions financières à un engagement significatif. Des mécanismes de financement mixte combinant des subventions, des prêts concessionnels et des capital patient¹² ont été suggérés comme des approches attrayantes. Par exemple, l'Initiative de financement de l'agriculture¹³ (AgriFI) a soutenu des entreprises au Sénégal en leur offrant des prêts concessionnels et une assistance technique afin d'améliorer l'efficacité et d'accroître la capacité de production. De même, les initiatives de la Société financière internationale ont mis l'accent sur la réduction des risques liés aux investissements dans les entreprises agroalimentaires,¹⁴ aidant ainsi les PME à accéder au capital nécessaire à leur croissance. En outre, des produits financiers sur mesure, tels que des lignes de crédit flexibles et des programmes de cofinancement pour les infrastructures, ont été identifiés comme essentiels pour soutenir la croissance des opérations.

Le renforcement des connaissances financières et des compétences en gestion d'entreprise des producteurs a été jugé essentiel pour les aider à s'engager efficacement auprès des investisseurs et à présenter des opportunités commerciales viables. Parallèlement, la nécessité pour les institutions financières d'améliorer leur compréhension du secteur des AC a été souligné afin d'évaluer les risques avec précision et d'aligner leurs investissements sur les objectifs de rentabilité et d'impact social. Des plateformes innovantes telles que des salles de marché dédiées – comme prévu au Sommet sur les systèmes alimentaires 2025 de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA) – ont été suggérées pour permettre un engagement direct entre les producteurs et les investisseurs, en encourageant la collaboration et mettant en valeur le potentiel commercial.

Encadré 3 : Le soutien financier de Proparco à Nutri-K, Nigeria

Nutri K, l'un des principaux producteurs d'aliments thérapeutiques prêts à l'emploi (ATPE) dans le nord du Nigeria, a obtenu un prêt de 2 millions d'euros auprès de Proparco, un mécanisme français de financement du développement du secteur privé, pour étendre sa capacité de production et renforcer les chaînes d'approvisionnement locales.¹⁵ Opérant dans un marché fragile, Nutri K a été confrontée à d'importants défis de financement, les banques commerciales offrant des taux d'intérêt élevés et des délais de remboursement courts. Le capital abordable et patient de Proparco a fourni une solution de financement durable, permettant à l'entreprise d'étendre ses activités, de moderniser ses équipements et d'investir dans l'innovation de ses produits. Le soutien a également favorisé des partenariats plus solides avec les producteurs locaux d'arachides, réduisant ainsi la dépendance aux importations et renforçant la résilience de la chaîne d'approvisionnement. (Voir l'**annexe C** pour plus de détails)

! Actions prioritaires

- Renforcer la collaboration entre les institutions financières et les producteurs d'AC, en améliorant leur compréhension mutuelle grâce à des notes d'information, des outils et des formations, tout en clarifiant les risques, les avantages et l'impact social des AC.
- Développer les mécanismes de financement mixte spécifiques au secteur qui combinent des subventions, des prêts concessionnels et des investissements privés, afin de fournir des solutions financières sur mesure aux producteurs d'AC.
- Explorer des structures innovantes telles que l'utilisation de garanties, de fonds de capital stratifiés et de lignes de crédit spécialisées pour renforcer les opérations, soutenir le renforcement des capacités et permettre l'expansion.

¹² Le capital patient est un terme utilisé pour décrire un investissement à long terme sous forme de financement ou de cycles de projet, où la croissance durable est privilégiée par rapport aux rendements financiers.

¹³ <https://edfimc.eu/what-we-do/agrifi>

¹⁴ <https://www.ifc.org/en/what-we-do/sector-expertise/blended-finance/blended-finance-agribusiness>

¹⁵ <https://www.groupenutriset.fr/en/nutrik-increases-its-production-capacity-with-support-from-proparco>



Actions prioritaires

- d. Accorder des bonifications d'intérêts en partenariat avec les gouvernements, les banques centrales et les partenaires de développement afin de mettre en œuvre des taux d'intérêt bonifiés pour les prêts propres aux AC.
- e. Organiser et exploiter des salles de marché lors de forums de parties prenantes qui mettent en relation les producteurs locaux d'AC avec les investisseurs et fournissent une assistance technique pendant les phases de pré et de post-investissement.
- f. Proposer des options de financement pour développer des infrastructures et des opérations collectives, en particulier des subventions et des cofinancements pour l'utilisation collective ou coopérative des mises à niveau des équipements, tels que les chaînes du froid.



Renforcer les capacités des producteurs locaux

Les lacunes en matière d'expertise technique, l'accès limité à des infrastructures modernes et les inefficacités des processus de production demeurent des obstacles importants pour les producteurs locaux, les empêchant de fournir des AC de haute qualité, sûrs et nutritifs de manière constante. Ces défis compromettent leur compétitivité sur le marché et limitent leur capacité à répondre aux attentes des consommateurs.³ Bien qu'il existe des programmes de formation professionnelle et des initiatives d'assistance technique, ceux-ci manquent souvent de programmes spécifiques au secteur, axés sur les besoins identifiés pour produire des AC à la qualité et à l'échelle requises. Des sujets clés tels que la sécurité des aliments, les techniques d'enrichissement, les pratiques de production durable, les approches de marketing et de distribution et la gestion d'entreprise ont été signalés comme étant souvent absents des programmes de formation. Les services de renforcement des capacités, bien qu'ils soient offerts par des organisations tels que TechnoServe et le GRET, sont souvent sous-utilisés en raison d'une sensibilisation ou d'une accessibilité limitée parmi ceux qui en ont le plus besoin. Alors que les partenariats avec les agences techniques, les organismes de réglementation et les coopératives agricoles sont considérés comme des solutions potentielles à ces défis, le manque de coordination a été identifié comme un problème limitant l'accès des producteurs à l'expertise technique, à l'orientation réglementaire et à des chaînes d'approvisionnement fiables, entraînant des inefficacités et des opportunités manquées.

Que faut-il faire ?

Le renforcement des capacités des producteurs locaux nécessite une approche multidimensionnelle et une collaboration entre de nombreux intervenants de l'écosystème des AC. Par exemple, les services de renforcement des capacités d'organisations telles que TechnoServe et le GRET pourraient être étendus en coordination avec un réseau régional tel que le SBN. Les producteurs ont suggéré d'améliorer l'accès central aux ressources pertinentes (telles que les études de cas), le mentorat continu, la formation sur l'hygiène alimentaire et les normes de qualité, et le soutien à la gestion commerciale et financière. En outre, le renforcement des partenariats avec les coopératives agricoles a été identifié comme une stratégie clé pour améliorer l'accès à des matières premières fiables. Au Nigéria, le Réseau du secteur privé SUN a collaboré avec la NAFDAC et la SON¹⁷ pour organiser plusieurs sessions sur l'alimentation et la sécurité sanitaire des aliments aux niveaux national et infranational, et l'école de formation de la NAFDAC offre une plateforme de partage des connaissances, y compris une formation sur la sécurité et la qualité des aliments.¹⁸ Les centres d'analyse et de contrôle de la qualité alimentaire du Burkina Faso ont également été présentés comme des modèles réussis de la manière dont de tels centres peuvent renforcer les systèmes de production locaux et améliorer la conformité aux normes réglementaires.

Encadré 4 : Nutri'zaza : Investir dans les producteurs locaux à Madagascar¹⁶

Nutri'zaza est une entreprise sociale qui collabore avec des distributeurs locaux, des institutions gouvernementales, des ONG et des organismes de recherche pour renforcer les capacités de production, l'efficacité de la chaîne d'approvisionnement et l'accès au marché pour les AC enrichis. L'un des aspects essentiels de l'approche de Nutri'zaza consiste à doter les producteurs locaux d'une formation technique sur le développement de produits, l'hygiène alimentaire et le contrôle de la qualité, afin de s'assurer que les produits répondent aux normes internationales d'hygiène alimentaire tout en restant abordables et accessibles. L'utilisation d'ingrédients locaux permet de soutenir les agriculteurs locaux et de réduire la dépendance aux importations. Sa stratégie de distribution diversifiée, comprenant des « restaurants pour bébés » (hotelin-jazakely), des ONG et des points de vente au détail, permet à l'entreprise d'atteindre les communautés les plus mal desservies. Depuis sa création en 2013, Nutri'zaza a distribué plus de 56 millions de repas prêts-à-manger, étendu sa portée à 153 quartiers et ouvert 37 restaurants pour bébés. (Voir l'annexe C pour plus de détails)

16 <https://gret.org/en/projet/nutrizaza-a-social-business-fighting-against-malnutrition-in-madagascar>

17 NAFDAC : Agence nationale de l'administration et du contrôle des aliments et des médicaments ; SON : Organisation de normalisation du Nigéria.

18 <https://training.nafdac.gov.ng>

⚠️ Actions prioritaires

- Fournir l'accès à un centre d'information centralisé pour l'assistance technique par le biais d'un réseau existant afin de mettre en relation les producteurs avec les prestataires de services, de cerner les besoins spécifiques en matière de formation et d'offrir du mentorat ou un accès à des formations sur place ou en ligne.
- Établir des partenariats entre les organismes de réglementation régionaux et nationaux et des experts techniques pour assurer des formations sur la qualité des produits adaptée aux besoins des producteurs locaux d'AC.
- Mettre en œuvre un programme de préparation à l'investissement qui renforce les compétences des producteurs d'AC en matière de gestion d'entreprise, de planification financière et de prévision, afin de les aider à répondre efficacement aux exigences des investisseurs.
- Soutenir les coopératives agricoles par des initiatives de renforcement des capacités et d'amélioration des pratiques agricoles, afin de garantir un approvisionnement fiable en matières premières de haute qualité et de renforcer l'ensemble de la chaîne de valeur des AC.
- Intégrer des cours spécifiques au secteur dans les programmes d'enseignement professionnel couvrant des modules sur la transformation des aliments, les normes de sécurité, les processus de production, par l'intermédiaire des systèmes éducatifs nationaux.



Créer de la demande et étendre les marchés

La sensibilisation limitée des consommateurs aux aliments nutritifs et la concurrence intense des marques multinationales compromettent l'adoption des AC produits localement. Ces défis sont aggravés par la faiblesse des réseaux de distribution et l'insuffisance des stratégies de marketing, qui échouent souvent à positionner efficacement les aliments produits localement comme des options abordables, de haute qualité et souhaitables.³ Bien que les programmes actuels et les campagnes de santé publique menées par les gouvernements et les agences techniques aient permis de sensibiliser le public à la nutrition, l'accent est principalement mis sur les repas préparés à la maison, ce qui laisse un vide au niveau de la sensibilisation et de la demande pour les AC nutritifs et sûrs. De plus, de nombreux parents n'ont pas les connaissances nécessaires pour faire la différence entre les AC riches en nutriments et les alternatives riches en énergie et pauvres en nutriments, ce qui les rend vulnérables à la promotion généralisée d'options moins coûteuses et moins nutritives.⁴ Alors qu'il existe [des directives sur la promotion inappropriée des aliments pour nourrissons et aux jeunes enfants](#)¹⁰, dans certains pays, l'interprétation de ces directives entrave également la promotion des AC de haute qualité, nutritifs et sûrs. Le Dialogue Régional a souligné qu'il est essentiel de créer une demande pour les AC produits localement pour assurer la croissance et la durabilité du marché tout en répondant aux besoins nutritionnels critiques.



© GAIN

What is needed?

Pour créer une demande de AC produits localement, il faut adopter une approche axée sur le consommateur qui instaure la confiance, favorise la sensibilisation et garantit l'accès à des AC nutritifs et sûrs, tout en protégeant contre la promotion et la consommation d'aliments malsains. Les campagnes de sensibilisation du public doivent mettre l'accent à la fois sur les avantages nutritionnels des AC et sur leur adéquation avec les préférences locales, les normes sociales et les désirs et les besoins des consommateurs. Par exemple, en 2023, le Conseil national pour le développement de la nutrition (CNDN) au Sénégal a lancé une campagne nationale (Wallu dome, ñam ñam)¹⁹ sur l'alimentation de complément, avec le slogan « sama dome sama yitté » (« mon bébé, ma préoccupation »). Cette campagne, lancée dans les médias (télévision, radio) et au niveau communautaire, s'appuie sur des influenceurs communautaires de confiance et met en évidence l'importance de messages pertinents et d'une image de marque aspirationnelle pour stimuler la demande et fidéliser les consommateurs. Les mécanismes de certification, tels que les labels de qualité et les étiquettes nutritionnelles, sont essentiels pour renforcer la confiance des consommateurs et différencier les produits locaux de haute qualité des alternatives de moindre qualité.²⁰

De plus, des réseaux de distribution équitables, tels que des systèmes de distribution communautaires et des modèles de vente au détail dirigés par des coopératives au Kenya (Encadré 5), ont réussi à améliorer l'accessibilité des AC nutritifs et sûrs pour atteindre les enfants et les parents dans les zones rurales mal desservies, ainsi qu'à réduire les coûts.

Les gouvernements doivent jouer un rôle moteur dans la sensibilisation, avec le soutien de la société civile, des organisations de consommateurs et des partenariats avec le secteur privé, afin de renforcer la confiance des consommateurs et de stimuler efficacement la demande grâce à des campagnes de sensibilisation adaptées au contexte, de réseaux de distribution équitables et de mécanismes de marque fiables.

Encadré 5 : Élargir l'accès au marché au Kenya : l'Alliance PFS-TechnoServe

L'Alliance Partenaires en Solutions Alimentaires (PFS)-TechnoServe pour la transformation des aliments inclusifs et nutritifs (AINFP)²⁰ renforce l'accès au marché et la création de la demande pour les aliments nutritifs produits localement en fournissant une formation technique, un développement commercial et un accès au financement. Grâce à des liens directs avec les acheteurs institutionnels, les détaillants et les marchés d'exportation, l'Alliance aide les transformateurs d'aliments à améliorer la qualité des produits, à étendre leurs activités et à élargir leurs réseaux de distribution. Cette approche stimule la demande et la portée du marché, en veillant à ce que les aliments nutritifs produits localement soient largement accessibles, même dans les zones mal desservies. À ce jour, l'Alliance PFS-TechnoServe a fourni des formations et des consultations à plus de 1000 entreprises et parties prenantes du secteur de la transformation alimentaire et a soutenu plus de 350 000 petits exploitants agricoles qui ont approvisionné directement ces transformateurs alimentaires. (Voir l'**annexe C** pour plus de détails)

! Actions prioritaires

- Adopter une approche centrée sur le consommateur, en concevant des campagnes multicanaux et aspirationnelles qui alignent les avantages des AC en matière de santé et nutrition sur les désirs et les normes sociales des différents segments de marché.
- Collaborer à des campagnes de sensibilisation et d'éducation dans les secteurs public et privé, en intégrant des messages sur les avantages nutritifs et sûrs des AC produits localement, ainsi que des messages généraux sur l'alimentation des nourrissons.
- Promouvoir la confiance dans les marques locales à l'aide d'outils tels que des logos, des sceaux et des labels de qualité pour différencier les produits certifiés nutritifs et sûrs des alternatives inférieures.
- Améliorer l'accessibilité financière et élargir l'accès rural en intégrant les AC dans les programmes de protection sociale, en s'associant à des acheteurs institutionnels et à des programmes gouvernementaux, et en s'appuyant sur les coopératives, les petits détaillants et les réseaux communautaires, parallèlement à des investissements dans la logistique du dernier kilomètre.
- Exploiter les opportunités commerciales régionales, en fournissant des conseils ciblés pour aider les producteurs locaux des AC à étendre leur portée sur le marché, comme dans le cadre de l'Accord de Libre-Échange Continental Africain.

19 <https://cndn.sn>

20 <https://www.technoserve.org/fight-poverty/projects/partners-in-food-solutions-technoserve-alliance>

Une action collective et coordonnée pour un écosystème d'aliments de complément plus fort

La mise en place d'un écosystème résilient pour les AC exige une action collective, globale et coordonnée de la part de toutes les parties prenantes : gouvernements, agences techniques, partenaires de développement, acteurs du secteur privé et institutions financières. Le Dialogue Régional a réitéré qu'aucune entité ne peut à elle seule s'attaquer aux obstacles complexes et systémiques de l'écosystème des AC. Les progrès dépendent de collaborations qui alignent les ressources, l'expertise et les stratégies entre les acteurs pour favoriser un changement durable et efficace.

Une approche systémique ancrée dans un cadre complet des AC a été proposée comme outil d'orientation pour éliminer ces obstacles de manière holistique. Ce cadre met l'accent sur l'interdépendance des composantes clés de l'écosystème des AC, en démontrant que les progrès réalisés dans l'un des domaines – comme les politiques, le financement, le renforcement des capacités ou la création de la demande- renforcent les progrès dans d'autres. En favorisant ces synergies, le cadre conduit à des changements systémiques et durables dans l'ensemble de l'écosystème des AC. Des exemples tels que Africa Improved Foods (AIF) au Rwanda et Yedent Agro Group au Ghana montrent comment cette approche peut être mise en œuvre (**Encadré 6**).

Encadré 6 : Mettre à l'échelle des solutions locales au Rwanda et au Ghana

Africa Improved Foods (AIF),^{21,22} au Rwanda, et Yedent Agro Group,^{23,24} au Ghana, démontrent comment les partenariats stratégiques, l'approvisionnement local et les pratiques de fabrication de haute qualité sont les moteurs du succès dans le secteur des AC.

- **Partenariats collaboratifs et financements** : Chacun a formé des alliances avec des institutions publiques, des agences de développement et des institutions de financement du développement, permettant l'accès au capital patient et à l'expertise technique.
- **Forte intégration des agriculteurs** : les deux entreprises s'associent aux petits exploitants agricoles locaux, garantissant ainsi un approvisionnement fiable en matières premières tout en soutenant les moyens de subsistance des populations rurales.
- **Engagement en faveur de la qualité et l'hygiène alimentaire** : Grâce à des certifications et à des normes de production rigoureuses, les deux entreprises fournissent constamment des produits sûrs et nutritifs qui répondent aux exigences des consommateurs et des marchés institutionnels.
- **Fabrication locale à grande échelle** : En investissant dans des installations à grande échelle, les entreprises sont équipées pour produire de volumes importants d'AC, nécessaires pour répondre à la demande dans de vastes zones géographiques.
- **Marketing et distribution institutionnelle** : Les deux entreprises s'appuient sur des alliances solides avec le secteur public, telles que l'approvisionnement du PAM et des programmes soutenus par le gouvernement, pour atteindre les communautés vulnérables et élargir l'accès aux marchés.

(Voir l'annexe C pour plus de détails)

Les plateformes de collaboration existantes, qui réunissent des producteurs locaux (comme le SBN) ou synthétisent et traduisent les connaissances en actions (comme le Micronutrient Forum), doivent être exploitées et réunies pour garantir un accès facile à l'information, aux données probantes et aux possibilités de renforcement des capacités. Les plateformes de collaboration offrent aux parties prenantes des espaces puissants pour partager leurs expériences et les leçons apprises, harmoniser leurs stratégies et aligner leurs politiques. Des forums multipartites réguliers sont essentiels pour favoriser la collaboration, en veillant à ce que les voix de tous les acteurs – des PME aux décideurs politiques – soient entendues et traduites en plans d'action.

21 <https://ftma.org/portfolio/africa-improved-foods-aif>

22 <https://africaimprovedfoods.com>

23 <https://yedentghana.com>

24 <https://soygrowers.com/wishh-strategic-partners-leverage-success-in-ghana-with-mastercard-foundation>

La formation de la Coalition des producteurs locaux africains d'aliments de complément au cours du Dialogue Régional représente une étape importante vers l'action collective. Elle symbolise l'engagement unifié de ces producteurs à relever les défis communs et à trouver des solutions durables pour que chaque enfant a accès à des AC sûrs, nutritifs et abordables.

Encadré 7 : Coalition des Producteurs Locaux Africains d'Aliments de Complément

Les producteurs locaux ont pris une initiative sans précédent et ont lancé cette coalition lors du Dialogue Régional en décembre 2024, afin de s'attaquer collectivement aux obstacles systémiques à la production d'AC. Cette coalition vise à favoriser le partage des connaissances, le plaidoyer collectif et les initiatives conjointes telles que l'approvisionnement et l'image de marque partagés, afin d'étendre les opérations et d'améliorer la compétitivité. Cette collaboration marquera une étape cruciale dans la mise en place de systèmes alimentaires résilients et dans l'amélioration de l'accès à des AC sûrs et nutritifs pour les jeunes enfants de toute l'Afrique subsaharienne.

Le prochain sommet sur la nutrition pour la croissance (N4G) à Paris, à la fin du mois de mars 2025, offre une occasion cruciale à tous les acteurs de l'écosystème des AC de s'engager en faveur d'actions et d'investissements prioritaires afin d'accroître l'accès à des AC nutritifs et sûrs produits localement. Pour obtenir un impact durable, il faut une planification à long terme, un suivi structuré et un transfert systématique des connaissances qui permettent aux acteurs locaux d'adapter les solutions à leurs contextes uniques. En tirant parti de l'approche systémique et en favorisant les partenariats, nous pouvons créer un système alimentaire inclusif et résilient qui renforce les économies locales, améliore la nutrition des enfants et jette les bases d'un avenir plus sain et plus équitable pour les enfants de toute l'Afrique subsaharienne.



Annexe A : Ressources

Documents de référence préparés pour le Dialogue Régional

Micronutrient Forum. [Barriers to Improving Access to Locally Produced Nutritious and Safe Complementary Foods in Low and Middle-Income Countries](#). Micronutrient Forum; 2024

Micronutrient Forum. [Obstacles à l'amélioration de l'accès aux aliments complémentaires nutritifs et sûrs, produits localement dans les pays à revenu faible et intermédiaire](#). Micronutrient Forum; 2024.

Panam Parikh, Marti van Liere, Clémence Boulle-Martinaud, Greg Garrett and Nadine Nasser (2024). Increasing access to nutritious local CFs: A whole-of-systems approach. Field Exchange 74. <https://doi.org/10.71744/t1gg-gn13>

Landscape of actors in the Complementary Food Ecosystem in Africa, notably West-Africa. <https://micronutrientforum.org/wp-content/uploads/2025/03/21Feb2025-CF-actors-landscape.xlsx>

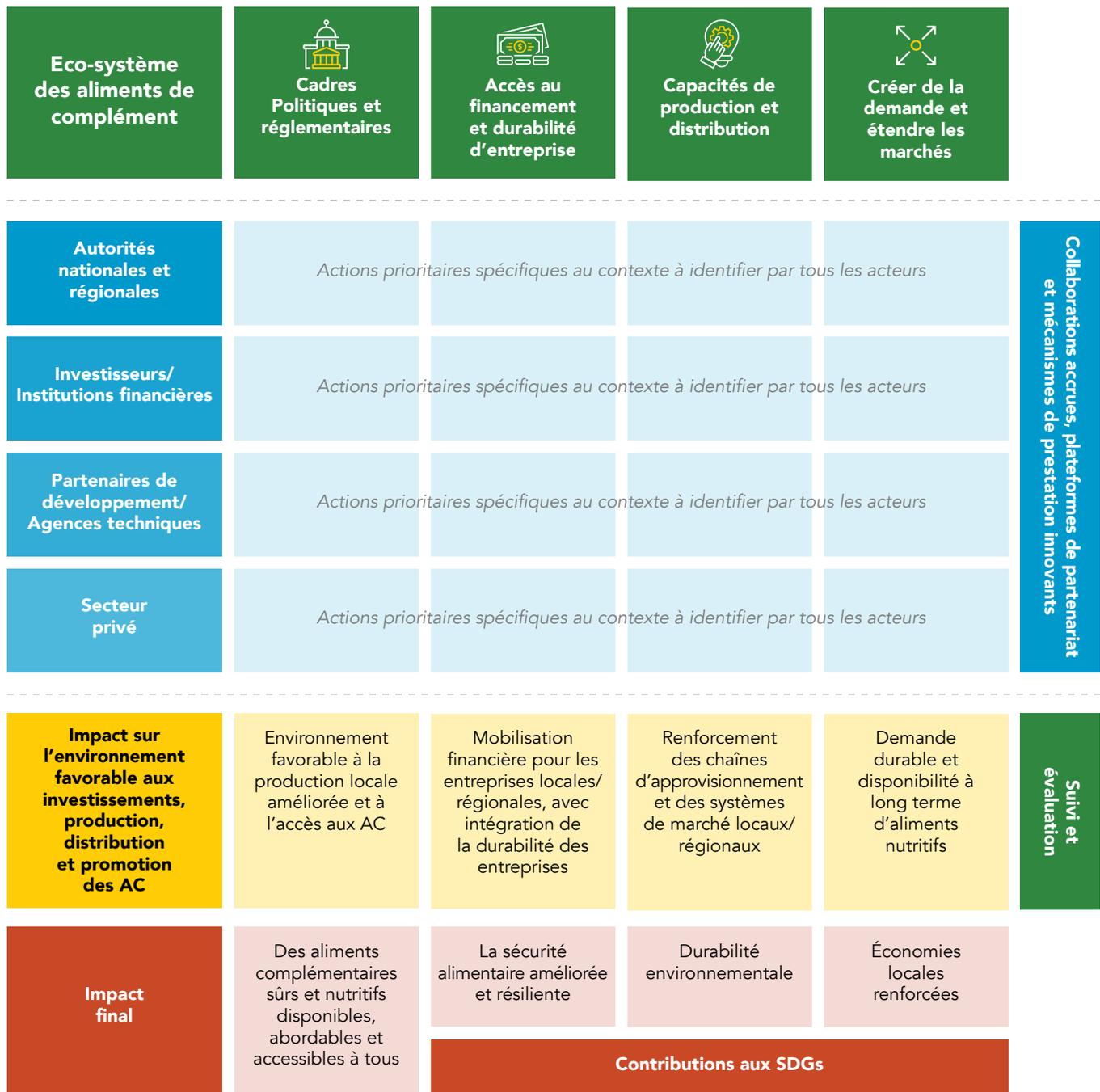
Publications et documents connexes

Micronutrient Forum. [Local solutions to improve access to nutritious and safe complementary foods in Africa: Summary brief](#). Washington, DC: Micronutrient Forum; 2025.

Micronutrient Forum. [Summary brief: Making Food Systems Work for Complementary Feeding in Low and Middle-Income Countries](#) February 2024

Micronutrient Forum. [Expert Consultation brief: Improving the Micronutrient Quality of Complementary Feeding in Early Childhood](#). June 2023

Annexe B : Écosystème d'aliments de complément



Définitions

- **Secteur privé** : désigne les producteurs locaux et régionaux, toutes tailles confondues, d'aliments complémentaires.
- **Partenaires de développement et agences techniques** : incluent les organisations et entités qui fournissent un soutien technique et stratégique aux initiatives et aux actions de plaidoyer visant à améliorer les systèmes alimentaires, à renforcer les capacités et à améliorer la sécurité et la résilience alimentaires. Ces partenaires travaillent dans différents secteurs et collaborent souvent avec les gouvernements, le secteur privé et les organisations non gouvernementales pour stimuler les progrès en matière de production alimentaire, de nutrition et de santé.
- **Investisseurs et institutions financières** : désignent des entités telles que les banques de développement (Banque africaine de développement, Banque mondiale, par exemple), les investisseurs d'impact (Acumen, BlueOrchard, par exemple) et les investisseurs du secteur privé (fonds de capital-risque, plateformes de financement mixte, par exemple) qui financent la production alimentaire locale et les PME. Sont également prises en compte ici les institutions de microfinance et les banques commerciales proposant des produits financiers sur mesure, notamment des prêts et des crédits, pour aider les petites et moyennes entreprises (PME) à accéder au capital afin d'accroître leur production et d'améliorer leurs chaînes d'approvisionnement.
- **Autorités nationales et régionales** : Il s'agit d'organismes gouvernementaux tels que les ministères de la Santé, de l'Agriculture, du Commerce et des Finances au niveau national, ainsi que des communautés économiques régionales comme la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) ou la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Ces autorités sont chargées d'élaborer et de faire appliquer les politiques, de fixer les normes réglementaires et de fournir des incitations pour promouvoir la production locale d'aliments complémentaires. Leur rôle est essentiel pour créer un environnement propice aux initiatives de sécurité alimentaire, garantir le respect des normes nutritionnelles et de sécurité sanitaire, et favoriser la collaboration régionale.

Annexe C : Études de cas

1. Le système de licence progressif du Ghana

L'Autorité ghanéenne des aliments et des médicaments (FDA) a mis en place un « Système de Licence Progressive » (PLS)⁹ pour soutenir la croissance et le développement des producteurs locaux de denrées alimentaires, y compris les fabricants d'AC.

Les principales caractéristiques du PLS sont les suivantes :

- **Approche progressive de la conformité** : Au lieu d'imposer un ensemble rigide de normes et d'exigences dès le départ, la FDA du Ghana a adopté une approche plus progressive, par étapes, pour aider les producteurs locaux à satisfaire progressivement aux exigences réglementaires nécessaires.
- **Relation de collaboration avec les producteurs** : La FDA a favorisé une relation de collaboration avec les producteurs locaux, en travaillant avec eux pour comprendre les défis auxquels ils sont confrontés et identifier des solutions pratiques, ainsi qu'en fournissant une formation ciblée sur les bonnes pratiques de fabrication et une assistance technique pour lever les obstacles réglementaires.^{25,26}
- **Alignement sur les priorités nationales** : Le PLS est aligné sur les objectifs politiques plus larges du Ghana à savoir la promotion de la production locale et la réduction de la dépendance aux importations. En soutenant la croissance des entreprises locales, le dispositif contribue à la réalisation de ces objectifs nationaux.
- **Environnement favorable aux producteurs locaux** : Le programme crée un environnement favorable aux producteurs locaux en leur fournissant une feuille de route claire pour la mise en conformité et le soutien nécessaire pour respecter les normes requises. Cela permet d'uniformiser les règles du jeu et d'améliorer la compétitivité des produits locaux.

Le PLS a joué un rôle déterminant dans l'encouragement du développement des producteurs locaux d'AC au Ghana, car il reconnaît l'importance de soutenir ces entreprises et de les aider à naviguer le paysage réglementaire.

2. Le soutien financier de Proparco à Nutri K au Nigeria

Nutri K, créé en 2019, est l'un des principaux producteurs d'aliments thérapeutiques prêts à l'emploi (ATPE) dans le nord du Nigeria. Pour accompagner sa croissance et répondre aux défis de capacité de production, Proparco, filiale du groupe Agence Française de Développement (AFD), a accordé un prêt de 2 millions d'euros à Nutri-K.¹⁰ Ce soutien financier s'inscrit dans le cadre des initiatives Food & Agriculture Resilience Mission (FARM) et Choose Africa,² qui facilitent l'accès au financement des PME africaines, notamment dans les régions fragiles.

En tant qu'entreprise en pleine croissance dans le pays, Nutri-K a dû faire face à d'importants défis pour obtenir du financement auprès des banques commerciales. Proparco a comblé cette lacune en accordant un prêt à des conditions favorables, garantissant un calendrier de remboursement aligné sur les besoins de l'entreprise et les projections de flux de trésorerie. Ce financement a permis à Nutri K d'augmenter sa capacité de production, de moderniser ses équipements de transformation et de renforcer la résilience de sa chaîne d'approvisionnement. En outre, il a permis d'investir dans l'innovation et le marketing des produits, renforçant ainsi la compétitivité de l'entreprise sur le marché local.

25 <https://citinewsroom.com/2020/07/fda-launches-new-licensing-scheme-for-small-scale-food-processing-facilities>

26 <https://gna.org.gh/2023/03/more-than-900-micro-small-scale-enterprises-licensed-under-pls>

Parmi les principaux aspects de l'accompagnement de Proparco, on peut citer :

- **Amélioration de la capacité de production :** Le financement contribue à l'établissement d'une nouvelle usine, augmentant ainsi la capacité de Nutri K à fournir des solutions de qualité conformes aux normes internationales. Cette expansion répond aux besoins nutritionnels urgents du Nigeria et des régions voisines.
- **Renforcement des chaînes d'approvisionnement locales :** L'investissement renforce les partenariats avec les producteurs locaux d'arachides, en soutenant les communautés agricoles en créant des possibilités économiques et en favorisant la production durable. Cette approche réduit la dépendance aux importations et améliore la résilience de la chaîne d'approvisionnement de Nutri K.
- **Alignement sur les priorités nationales :** En renforçant les capacités de production locales, le partenariat s'aligne sur les objectifs politiques plus larges du Nigeria visant à promouvoir la production locale et à réduire la dépendance à l'égard des importations. Avec environ 12,1 millions d'enfants de moins de 5 ans souffrant de retard de croissance et 1,5 million de femmes enceintes ou allaitantes touchées par la malnutrition au Nigeria en 2023, ce partenariat contribuera de manière significative à la lutte contre la malnutrition.

3. Nutri'zaza : Investir dans les producteurs locaux à Madagascar

Nutri'zaza est une entreprise sociale à Madagascar qui se consacre à la lutte contre la malnutrition infantile par la production et la distribution d'AC enrichis. Fondée en 2013, l'entreprise fonctionne selon un modèle de partenariat public-privé, avec des parties prenantes telles que des entreprises locales, des institutions gouvernementales, des ONG et des organismes de recherche.

Les principaux facteurs de succès sont les suivants :

- **Partenariats et collaborations diversifiés :** En travaillant en étroite collaboration avec des organismes gouvernementaux, des établissements de recherche et des acteurs du secteur privé, Nutri'zaza s'assure que les meilleures pratiques en matière d'hygiène alimentaire, de nutrition et de développement des entreprises sont partagées dans l'ensemble de l'écosystème alimentaire local. Cette approche collaborative renforce la capacité globale des producteurs locaux et leur permet de se développer durablement.
- **Renforcement complet des capacités :** Nutri'zaza investit dans la formation technique et le développement des compétences de sa main-d'œuvre, en veillant à ce que les producteurs et les transformateurs alimentaires locaux aient l'expertise nécessaire pour fabriquer des AC de haute qualité, sûrs et nutritifs. L'accent mis sur l'apprentissage continu et le contrôle de la qualité a amélioré l'efficacité opérationnelle et la compétitivité de la production alimentaire locale.
- **Soutien aux ingrédients locaux et aux chaînes d'approvisionnement :** Pour améliorer l'abordabilité et l'accessibilité, Nutri'zaza privilégie l'utilisation d'ingrédients locaux et riches en nutriments provenant de petits exploitants agricoles et de transformateurs alimentaires locaux. Cette approche réduit la dépendance aux importations, renforce les chaînes de valeur agricoles et crée des opportunités économiques pour les fournisseurs locaux.
- **Des canaux de distribution diversifiés :** Nutri'zaza utilise une stratégie de distribution à multiples facettes, comprenant des partenariats avec des ONG, des «restaurants pour bébés» locaux (hotelin-jazakely) et des points de vente au détail traditionnels. Cette approche permet d'atteindre les consommateurs dans les régions éloignées et mal desservies.

Depuis sa création, Nutri'zaza a distribué plus de 56 millions de repas prêts à consommer dans 153 quartiers et à travers 37 restaurants pour bébés à Madagascar.¹⁴ L'entreprise a créé environ 160 emplois, dont 70 % sont occupés par des femmes, contribuant ainsi à l'amélioration de la nutrition infantile et au développement économique local.

4. Élargir l'accès au marché au Kenya : l'alliance PFS-TechnoServe

L'alliance de Partenaires en Solutions Alimentaires (PFS) et TechnoServe, appelé 'Alliance pour une transformation alimentaire inclusive et nutritive' (AINFP)¹⁵ présente un modèle efficace de création de la demande et d'expansion des marchés pour les producteurs alimentaires locaux au Kenya. En mettant en relation les petits et moyens transformateurs d'aliments avec les experts de l'industrie, le programme renforce leur capacité à produire, distribuer et commercialiser des aliments de haute qualité, sûrs et nutritifs.

Les principaux facteurs de succès sont les suivants :

- **Liens avec les marchés :** En facilitant les liens entre les transformateurs et les marchés potentiels, y compris les acheteurs institutionnels et les détaillants, le programme accroît la visibilité et l'accessibilité des aliments produits localement.
- **Renforcement des capacités :** L'alliance fournit une formation technique et un soutien au développement des entreprises, permettant aux transformateurs locaux d'adopter les normes internationales de sécurité et de qualité des aliments, améliorant ainsi la compétitivité des produits.
- **Accès au financement :** L'initiative aide les transformateurs à obtenir des financements, ce qui est essentiel pour développer leurs activités et répondre à la demande du marché.

L'Alliance PFS-TechnoServe a fourni des formations et des consultations à plus de 1000 entreprises et parties prenantes du secteur de la transformation de produits alimentaires, ainsi qu'à plus de 65 institutions du secteur alimentaire. Des services de conseil personnalisés ont été fournis à 100 de ces transformateurs, ce qui a permis la création de 333 nouveaux emplois, l'élaboration de 14 lignes de produits nutritionnels nouveaux ou améliorés, et la facilitation d'un financement de 2,6 millions de dollars. Ces efforts ont également soutenu environ 350 000 petits exploitants agricoles, qui ont directement approvisionné ces entreprises de transformation alimentaire.

5. Les partenariats permettent d'appliquer à grande échelle des solutions locales au Rwanda et au Ghana

Africa Improved Foods (AIF) au Rwanda et Yedent Agro Group of Companies au Ghana illustrent des actions collectives et coordonnées efficaces pour lutter contre la malnutrition grâce à des partenariats public-privé et de modèles d'entreprise inclusifs.

Africa Improved Foods (Rwanda)

Fondé en 2016, l'AIF^{16,17} est un partenariat public-privé lancé pour lutter contre la malnutrition tout en construisant un modèle de production alimentaire durable et évolutif. L'AIF fonctionne grâce à une collaboration stratégique entre le gouvernement du Rwanda, Royal DSM N.V., l'association néerlandaise de financement pour les pays en développement (FMO) et la Société Financière Internationale (IFC, la branche de développement du secteur privé de la Banque mondiale), ce qui lui permet d'étendre sa portée à l'ensemble de la chaîne de valeur.

Les principaux facteurs de succès sont les suivants :

- **Forte adhésion du gouvernement :** Le gouvernement rwandais est un actionnaire actif, qui distribue les aliments enrichis d'AIF aux enfants âgés de six mois et plus et aux femmes enceintes et allaitantes dans le cadre de ses programmes nationaux de protection sociale.
- **Capital patient et perspectives à long terme :** Avec le soutien d'investisseurs tels que DSM, FMO, IFC et le groupe CDC, AIF a bénéficié d'un capital patient qui permet un horizon d'investissement plus long – en privilégiant l'impact aux bénéficiaires à court terme. AIF a atteint son équilibre BAIIA²⁷ en seulement trois ans et son bénéfice net en cinq ans, démontrant ainsi la pérennité de son modèle.
- **Améliorations de la qualité de la chaîne d'approvisionnement en amont :** AIF travaille en étroite collaboration avec les producteurs locaux de maïs pour améliorer la qualité du maïs, en se concentrant sur la réduction de la contamination par l'aflatoxine et des pertes post-récolte. L'adoption d'un modèle d'épis (encourageant la vente d'épis de maïs au lieu de grains) et le soutien à la construction de hangars de séchage ont permis de passer le taux de 76 % à 98 %, améliorant considérablement l'hygiène alimentaire. De plus, 28 coopératives ont été enregistrées en tant que négociants agricoles, ce qui a permis de rapprocher les intrants des agriculteurs. Ces approches garantissent un approvisionnement constant en matières premières de qualité.

²⁷ Le BAIIA, ou bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements, est une mesure du bénéfice net d'une entreprise, également appelé bénéfice ou bénéfice, les charges hors trésorerie étant ajoutées au bénéfice d'exploitation.

- **Normes de fabrication et de qualité de niveau international** : Avec le soutien de DSM-Firmenich, AIF veille à ce que tous les produits soient fabriqués conformément aux normes internationales en matière de nutrition et de sécurité.
- **Renforcement ciblé des capacités en amont** : L'AIF a mis en œuvre des programmes de renforcement des capacités des agriculteurs axés sur l'amélioration de la manutention post-récolte, les bonnes pratiques agricoles, la gestion financière et la promotion du leadership féminin dans les coopératives agricoles. Ces initiatives ont permis d'accroître la productivité, de réduire les pertes après récolte et d'améliorer l'accès aux marchés pour les petits exploitants agricoles, en particulier les entreprises dirigées par des femmes.
- **Utilisation des canaux de distribution institutionnels** : AIF fournit et distribue ses produits AC enrichis aux réseaux de distribution du gouvernement rwandais pour ses programmes de protection sociale ainsi qu'au Programme Alimentaire Mondial (PAM), aux Catholic Relief Services, et à la Croix-Rouge pour atteindre les populations vulnérables au Rwanda et dans la région (Éthiopie, Sud-Soudan, Ouganda et RDC), notamment les femmes enceintes et allaitantes et les jeunes enfants.

Malgré ces succès majeurs, les efforts de marketing commercial d'AIF ont jusqu'à présent été relativement limités, avec seulement 5 à 7 % de sa production distribuée commercialement.²⁸ AIF atteint actuellement 1,6 million de bénéficiaires par jour dans le cadre de l'aide humanitaire et 103.000 consommateurs par le biais de ses produits et ses initiatives.¹⁷ Dans le cadre de son expansion, AIF a des projets ambitieux qui visent à augmenter la distribution commerciale et à étendre son empreinte à d'autres pays africains.

Groupe d'entreprises Yedent Agro (Ghana)

Yedent,^{18,19} une entreprise de transformation agroalimentaire entièrement ghanéenne créée en 2003, se concentre sur les céréales enrichies, les produits à base de soja et les aliments prêts à consommer. Son modèle commercial durable et inclusif intègre l'ensemble de la chaîne de valeur des céréales et des légumineuses (maïs, soja, mil), garantissant ainsi qualité et l'accessibilité financière pour les consommateurs.

Les principaux facteurs de succès sont les suivants :

- **Partenariats et collaborations stratégiques** : Yedent collabore avec 10 660 petits exploitants agricoles à travers le Ghana, construisant ainsi une chaîne d'approvisionnement stable et résiliente pour les matières premières locales. De plus, les partenariats et/ou collaborations de Yedent avec les services de santé du Ghana, le PAM, l'Initiative mondiale pour le soja en santé humaine de l'American Soybean Association (ASA/WISHH) et la Fondation Mastercard ont considérablement amélioré sa capacité de transformation, ses réseaux de distribution et ses programmes de soutien aux agriculteurs.
- **Financement innovant et soutien sous forme de subventions** : Bien que Yedent ait bénéficié de subventions et de financements concessionnels de partenaires tels que GAIN et le PAM, sa viabilité à long terme dépend de l'équilibre entre les ventes institutionnelles et l'expansion du marché de détail. Pour faire face aux taux d'intérêt élevés et à l'accès limité au financement commercial, Yedent s'efforce activement de diversifier ses flux de revenus en renforçant sa présence dans le commerce de détail, en investissant dans le marketing direct aux consommateurs et en optimisant ses stratégies de tarification.
- **Engagement en faveur de la qualité et la sécurité** : Yedent adhère aux normes internationales de sécurité et de qualité des aliments, ayant obtenu la certification FSSC 22000, ce qui renforce la crédibilité des produits et la confiance des consommateurs sur les marchés locaux et d'exportation.
- **Renforcement des capacités et formations techniques** : Yedent collabore avec GIZ, PAM, GAIN et ASA/WISHH pour renforcer ses capacités opérationnelles et systémiques, y compris la formation technique, l'expertise en matière de développement de produits et les processus de certification. Cela a permis d'améliorer l'efficacité et la compétitivité des produits sur les marchés institutionnels et commerciaux. À l'avenir, Yedent se concentre sur l'expansion de ces programmes de formation pour inclure la gestion d'entreprise numérique et l'agriculture intelligente face au climat, garantissant ainsi une résilience à long terme.
- **Expansion de la portée du marché** : Yedent a réussi à étendre sa portée par le biais d'acheteurs institutionnels tels que WISHH et la Fondation Bill & Melinda Gates, en ciblant particulièrement les communautés mal desservies. Cependant, pour améliorer la durabilité, l'entreprise se concentre désormais sur le renforcement de sa présence sur le marché commercial.

Pour l'avenir, Yedent se concentre sur l'équilibre entre les marchés institutionnels et commerciaux afin d'assurer la durabilité à long terme.

28 <https://african.business/2025/01/trade-investment/africa-improved-foods-targets-shift-to-commercial-food-production>